Xavier ALBANEL, *Le travail d'évaluation. L'inspection dans l'enseignement secondaire*

Toulouse : Octarès, 171 p., 2009

Anne Barrère

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rechercheformation/258>

DOI : 10.4000/rechercheformation.258

ISSN : 1968-3936

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2010

Pagination : 171-172

ISSN : 0988-1824

Référence électronique

Anne Barrère, « Xavier ALBANEL, *Le travail d'évaluation. L'inspection dans l'enseignement secondaire* », *Recherche et formation* [En ligne], 64 | 2010, mis en ligne le 05 octobre 2011, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rechercheformation/258> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rechercheformation.258>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Xavier ALBANEL, *Le travail d'évaluation. L'inspection dans l'enseignement secondaire*

Toulouse : Octarès, 171 p., 2009

Anne Barrère

RÉFÉRENCE

Xavier Albanel. *Le travail d'évaluation. L'inspection dans l'enseignement secondaire*, Toulouse : Octarès, 171 p., 2009.

- 1 Xavier Albanel met au centre de sa réflexion un groupe professionnel assez méconnu car réduit (mille membres en France), les IA-IPR, inspecteurs académiques-inspecteurs pédagogiques régionaux de l'enseignement secondaire, et plus particulièrement, ce qui constituait encore jusqu'à récemment leur cœur de métier : l'inspection des enseignants. Cette activité est d'abord replacée dans son contexte sociohistorique et institutionnel (chapitre I), puis considérée dans ses différentes phases, au moyen de l'analyse d'entretiens d'inspecteurs (n = 20) complétée par des observations d'inspection (n = 12) (chapitre II) et un corpus de rapports d'inspection (n = 451) (chapitre III), enfin, elle est vue au travers du regard d'enseignants interrogés sur l'inspection (n = 33) (chapitre IV), avant de conclure globalement sur les fonctions de l'évaluation (chapitre V).
- 2 Dans le chapitre I, l'auteur explique comment ce corps d'élite, d'abord rattaché à l'inspection générale, s'est vu affecter aux rectorats en 1990, et chargé de nouvelles missions d'expertise et de conseil, plus politiques que pédagogiques, tout en continuant malgré tout, d'inspecter. Majoritairement composés d'enseignants agrégés, les IPR sont formés aujourd'hui à leurs missions d'encadrement à l'ESEN (École supérieure de l'Éducation nationale) et sur le terrain, après un concours réservé qui, en général, se passe après une sorte de cooptation informelle de la part des inspecteurs déjà en poste.

Mais la fonction d'inspection elle-même a elle aussi évolué : le contrôle de conformité traditionnel, effectué dans la classe, donne aussi une place au conseil et à la formation, tout en intégrant également des avis sur les nouveaux aspects du métier d'enseignant (implication dans l'établissement, compétences relationnelles). Une des questions centrales de l'enquête est d'ailleurs de se demander si cette évolution formative de l'inspection est bien réelle dans les faits.

- 3 Le chapitre II remet en perspective la partie la plus emblématique de l'inspection, la présence au fond de la classe d'un inspecteur pendant une heure de classe, avec un ensemble de tâches bien plus larges, à la fois très structurées par l'institution et très peu formalisées dans le détail. Il faut faire un « plan » d'inspection, où, sur les mille enseignants dont sont responsables en moyenne les IPR, cent trente en moyenne sont choisis par an, correspondant à quatre cas de figure : les inspections obligatoires des jeunes enseignants, les inspections discrétionnaires, ajustées selon les délais entre deux inspections, « de relance », pour des enseignants dits « fragiles », de détection, enfin, pour préparer une cooptation ou à la demande des enseignants. Mais la mise en œuvre du plan comporte aussi des rencontres avec des chefs d'établissement, les entretiens individuels avec l'enseignant après l'inspection, la rédaction du rapport et enfin la notation. La construction du jugement sur l'enseignant se fait donc au travers de ces différentes phases dont Xavier Albanel montre comment elles s'appuient sur plusieurs catégories d'indices, notés sur de petits cahiers d'observation : le comportement des élèves (attitude et participation), les traces écrites (cahier de textes et cahier d'élèves), la conformité aux programmes, l'adaptation au niveau et l'utilisation des supports pédagogiques. Pendant l'entretien, où tout l'art relationnel de l'inspecteur est de construire la bonne distance avec l'enseignant, c'est la capacité réflexive de l'enseignant qui est bien davantage jugée.
- 4 Le chapitre III, s'appuyant sur les rapports d'inspection comme écrits professionnels, analyse les différentes postures successives adoptées par l'inspecteur comme témoin (il décrit la classe), expert (il en réfère à ses critères d'évaluation), avocat (il défend et explicite les choix) et juge (il critique et conseille), dans un écrit qui reste très standardisé. Le langage est codé, les compliments souvent adverbiaux (bien, clairement, avec rigueur) ; les reproches gradués du conditionnel (M. X pourrait) à l'incitation (j'invite M. X à), en finissant par l'injonction dans les cas les plus critiques (M. X doit). La notation finale distingue 17 enseignants proches de l'excellence, 55 satisfaisants pour lesquels le rapport exprime sa « confiance », 17 plus marqués par les conseils à suivre et 5 avertissements.
- 5 Le chapitre IV croise ces résultats avec l'ambivalence du regard enseignant, partagé entre la dramatisation de la visite, accentuée par la rupture du huis clos habituel de la classe et le désir d'avoir un retour « légitime » sur son travail, au contraire de celui des élèves, important mais informel. L'aspect formatif des retours des inspecteurs lors de cours, de toute façon « surpréparés », reste assez faible, d'après les enseignants, même s'ils disent en avoir retiré de « petites choses », quelques conseils. Pour les enseignants, les critères des inspecteurs restent assez opaques (en dehors du sacro-saint cahier de textes et du respect des programmes), et la fonction de contrôle est dans l'ensemble incompatible avec celle d'accompagnement et de conseil. Xavier Albanel rappelle aussi les positions critiques des syndicats enseignants face aux modalités actuelles de l'inspection, avec la proposition de certains d'entre eux d'aller vers une évaluation collective.

- 6 On peut donc considérer que l'aspect formatif de l'inspection reste restreint, son aspect traditionnel de contrôle étant par ailleurs très ponctuel. Pourtant pour l'auteur, la face cachée de l'évaluation actuelle réside dans son caractère protecteur, face à l'environnement, aux familles et aux chefs d'établissement, face aussi aux velléités d'évaluation par les résultats dont elle reste pour le moment tout à fait éloignée. L'auteur montre à plusieurs reprises de manière tout à fait intéressante à quel point l'inspecteur se base sur des « impressions » ou des « ambiances », dans des évaluations qualitatives peu soucieuses de résultats chiffrés. Ces conclusions sont intéressantes, montrant comment les inflexions actuelles des politiques éducatives re-légitiment en quelque sorte, en creux, cette forme d'inspection traditionnelle.
 - 7 Mais, justement, à ce propos, et au-delà de la richesse du livre, le lecteur peut regretter que l'investigation de terrain n'ait pas porté explicitement sur quelques-unes des évolutions les plus récentes : que pensent les inspecteurs de l'évaluation par les résultats, du renforcement des pouvoirs pédagogiques des chefs d'établissement, des compétences des nouveaux enseignants ? Ressentent-ils, comme les enseignants, ce conflit entre contrôle et conseil ? Il aurait été intéressant de le savoir plus précisément. Par ailleurs, le choix de décrire très globalement l'activité d'inspection ne permet guère d'opérer des différenciations entre disciplines ou entre types d'inspection : les jeunes enseignants et les enseignants expérimentés sont-ils traités de la même manière ? Les inspecteurs ont-ils les mêmes postures selon les disciplines ?
 - 8 Mais le livre présente de manière intéressante ce qu'est très concrètement l'expertise pédagogique officielle dans l'enseignement secondaire, donnant une définition en creux du « bon enseignant », au-delà de clivages très tranchés ou des débats parfois polémiques dans le monde de l'éducation.
-

AUTEURS

ANNE BARRÈRE

Université Paris-Descartes, laboratoire CERLIS